

[2 CONFIDENTIAL]

UNARCHIVES

SERIES 51002

BOX 184

FILE 5

ACC. 1993/183

96
UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

P1/3

UNAMIR

31 P 700

CAN 036

OUTGOING CODE CABLE

TO: KITTANI/GOULDING, UNATIONS, NEW YORK

INFO: GHAREKHAN, UNATIONS, NEW YORK

FROM: KHAN/DE SOUZA, UNAMIR, KIGALI

DATE: 31 JANUARY 1996

NO.: MIR 268

NO. OF PAGES: 3

SUBJECT: Incident involving ICTR staff

1. Reference is made to my MIR-261 of 30 January 1996 on the above subject.
2. In this connection, please find attached copy of the letter of protest which the Deputy Prosecutor of ICTR handed over to the Minister for Foreign Affairs yesterday.
3. During the meeting I had this afternoon with the Deputy Prosecutor, I was informed that a delegation of three Government Officials comprising an Adviser to the Vice-President and Minister of Defence, the Chief of Rwandan Military Police and the RPA Liaison Officer came to see him today at the Headquarters of the Tribunal to apologize for the incident.
4. Best regards.

Shane's ~~pe~~
for uigo/pe
A
01/02
COS

pe get the
att letter
translated
preferably by
an UNAMIR officer
A

UNAMIR
1996 JAN 31 P 706

INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA
TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDACDN 036
P2/3Office of the Prosecutor
Bureau du Procureur

UNICEF Building, P.O. Box 749, Kigali, Rwanda Tel. +(255) 84266 Tel. +(1-212) 963-9906, extn 11013/17 Fax +(1-212) 963 4001

N.Ref.: HdeB17

Kigali, le 30 janvier 1996,

Excellence,

Nous aimerions, par la présente, vous faire part de notre plus grand souci concernant la sécurité du personnel du Bureau du Procureur, travaillant à Kigali pour le Tribunal Criminel International pour le Rwanda.

Trois membres du Bureau du Procureur ont en effet été victimes, hier soir, le 29 janvier, de coups et blessures de la part, notamment, de personnes en uniforme de l'Armée Patriotique Rwandaise.

Ces trois personnes rentraient du Bureau, vers 18h15, pour se rendre à leur résidence: l'hôtel des Mille collines.

Ils ont d'abord déposé un de leur collègue interprète, résidant rue de l'Akagera (Kyovu, Kigali), puis poursuivaient leur route vers l'hôtel des Mille collines.

Il y avait, dans la voiture, le Commandant des Enquêtes, de nationalité hollandaise, un enquêteur, également hollandais, qui conduisait la voiture et, à l'arrière, une enquêteuse américaine.

Le conducteur hollandais dépassa, rue de l'Akagera, un panneau, apparemment provisoire, posé au bord de la route. Il pensait d'abord qu'il s'agissait d'un panneau indiquant simplement un danger, avant de réaliser que c'était un "stop". A ce moment, un autre véhicule voulant tourner força le conducteur à faire marche arrière. En même temps, des militaires se trouvant au bord de la route firent de grands signes. Ils s'approchaient de la voiture, menaçants, du côté du conducteur. Ils forçaient alors le conducteur, avec violence, à sortir de la voiture; ils le gifflaient et le battaient. Le passager, Commandant des Enquêtes, descendit alors du véhicule pour calmer les choses et à son tour était violemment frappé et poussé. Ces deux hollandais étaient amenés de force dans une parcelle voisine (genre jardin de maison) par les militaires avec leur fusil.

L'enquêteuse américaine fut également tirée hors de la voiture et poussée dans la même propriété.

Il y avait deux ou trois militaires et un ou deux civils. Un des civils, qui semblait habiter la parcelle, proférait de nombreuses injures contre "ces blancs qui sont au Rwanda" et contre le personnel de l'UNAMIR. Très agressif, il semblait commander aux autres attaquants.

Les deux hommes du Tribunal étaient battus par les soldats à l'aide de leur fusil et forcés à se mettre à genoux. L'enquêteuse était debout, un peu à l'écart, puis un soldat l'a frappée dans le dos avec un fusil et la jeta par terre.

Puis les deux hommes étaient menacés avec une arme pointée sur eux, dans leur dos. Les attaquants voulaient les forcer à se mettre debout et à se battre avec eux. Vu l'agressivité qui régnait, cela se présentait comme un prétexte permettant aux soldats de tirer sur eux.

Les deux hommes étaient encore battus et menacés jusqu'à ce que le conducteur aie eu la présence d'esprit de signaler que tous les trois travaillent pour le Tribunal International.

Malgré cela, des coups ont encore été donnés et ils ont alors été poussés en dehors de la parcelle, toujours sous les coups.

Le conducteur récupéra la clé du véhicule et était encore frappé plusieurs fois avec un fusil lorsqu'il essayait d'ouvrir la portière, puis fit démarrer le véhicule et les trois personnes purent s'en aller.

Ces faits constituent une atteinte grave, flagrante et inacceptable à la sécurité du personnel travaillant pour le Bureau du Procureur et entravent sérieusement le bon déroulement de sa mission.

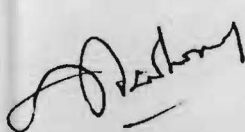
Ils s'ajoutent, de plus, à d'autres menaces et injures prononcées par d'autres militaires à l'encontre de nos équipes d'enquêteurs en mission dans la préfecture de Butare.

Suite aux faits particulièrement graves d'hier soir, nous nous référons aux différents entretiens que nous avons déjà eus avec vous pour réitérer, avec la plus grande fermeté, le souhait que la sécurité pour tous les membres du Bureau du Procureur soit dorénavant garantie.

D'ores et déjà, nous vous demandons par ailleurs, avec insistance, qu'une enquête soit effectuée concernant les événements d'hier afin que les responsables soient identifiés et sanctionnés par les autorités rwandaises.

Nous comptons sur votre collaboration et votre intervention pour que désormais, les membres du Tribunal International, et en particulier le personnel du Bureau du Procureur puissent remplir leur mission avec toutes les garanties de sécurité nécessaires à son bon fonctionnement.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.



Juge H. RAKOTOMANANA
Procureur Adjoint

Monsieur Anastase GASANA
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

CC: Son Excellence le Général-Major P. KAGAME
Vice Président de la République et Ministre de la Défense

~~22~~ Grb
UN RESTRICTED

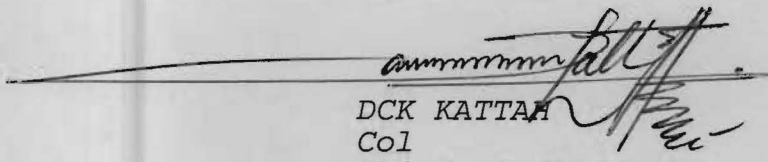
TO : ALL MILITARY & CIVILIAN PERSONNEL
FROM : COS
DATE : 16 February, 1996
SUBJECT : ROUTING OF CORRESPONDENCE

1. It has been noticed that official correspondence is sometimes addressed to individuals instead of addressing it to the appointment or office. Consequently, there is inaction by stand-in or acting appointment holders on any issues raised.

2. In order to forestal inaction by acting appointments, it is kindly requested that official correspondence be addressed to the office or appointment from whom action is expected. Only personal letters should be addressed to the recipient by name.

3. Kindly note.

4. Warmest regards.


DCK KATTAN
Col
Chief of Staff

UN RESTRICTED